

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 NOVEMBRE 2018

### MEMBRES PRESENTS : 7

Mmes N. Aubin, Fossat,  
Mrs R. Billot, JM Duleau, R Godfroy, JP Landa, JL Pion,

**MEMBRES ABSENTS : 6** L Bouyou. I. Petit (excusée), C. Vignaud, N. Zekryty (pouvoir R. BILLOT),  
F. Bouyssou, P. Petit (excusé),

**SECRETAIRE DE SEANCE : R. Billot**

### - APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 OCTOBRE 2018

Le compte rendu du 11 octobre est approuvé après ajout des remarques de Mr Pion.

Votants	8	7+1 pouvoir
Pour	7	
Contre	0	
Abstention	1	JP Landa

### DECISIONS DE MME LA MAIRE :

08/10/2018	2018-53	Arrêté de circulation travaux de voirie 2018
08/10/2018	2018-54	Arrêté d'avancement d'échelon c Heuzé à compter du 17/10/2018
08/10/2018	2018-55	Arrêté accordant l'occupation du domaine public pour la vente au déballage du 18/10/2018

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal qu'une information a été faite au cimetière afin de rappeler aux concessionnaires leurs obligations en matière d'entretien des concessions.

### - 2018-11-47 : SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS : DEMANDE DE LA PETANQUE HAUXOISE.

Après avoir entendu H Fossat confirmant que le dossier pour l'association pétanque Hauxoise était complet, Mme La Maire propose d'attribuer la somme de 400€ à l'association.

Elle invite les membres du conseil municipal à voter.

### Après discussion et délibération,

Les membres du conseil municipal décident d'attribuer un soutien de 400€ à l'association pétanque Hauxoise.

votants	8	7+1 pouvoir	Délibération 2018-11-47
Pour	8		
Contre	0		
Abstention	0		

### - 2018-11-48 : REHABILITATION DES LOGEMENT COMMUNAUX : VALIDATION DU CHOIX DE L'ORGANISME BANCAIRE POUR L'EMPRUNT DE 80 000€.

Nathalie Aubin présente les différentes propositions.

Huguette Fossat pense que la proposition de la banque des territoires dont une partie du taux est basée sur le livret A donc variable, est risquée.

Romain Billot pense que la proposition sur 12 ans semble un peu moins coûteuse.

Nathalie Aubin répond que la durée de 15 ans permet de dégager des crédits de fonctionnement et confirme à Roger Godfroy que les loyers (estimés à 736,15€ mensuel) couvriront les annuités d'emprunt. Mrs Pion et Landa ne se positionnent pas car ils n'étaient contre le projet en lui-même mais contre le projet de travaux et l'emprunt.

### Délibération

Madame La Maire rappelle les termes de la délibération 2018-10-45 l'autorisant à signer les actes d'engagement pour les travaux de réhabilitation des logements communaux et solliciter les organismes bancaires pour un emprunt de 80 000€.



Madame La Maire informe les membres du conseil municipal qu'elle a sollicité plusieurs organismes bancaires. Elle présente aux membres du conseil municipal les propositions des banques. L'offre du crédit agricole sur 15 ans est la plus avantageuse et correspond au montage financier prévisionnel.

Après discussion et délibération, les membres du conseil municipal approuvent la réalisation d'un emprunt de 80 000 euros avec la caisse du Crédit Agricole d'Aquitaine.

Cet emprunt est un prêt à échéance à taux avancé.

Il aura une durée de 15 ans avec une date de versement au 13 décembre 2018.

La commune se libèrera de la somme due au Crédit Agricole d'Aquitaine par suite de cet emprunt, en 15 ans, au moyen d'annuités payables aux échéances qui seront indiquées dans le contrat de prêt et comprenant la somme nécessaire à l'amortissement progressif (avec échéances constantes) du capital et l'intérêt dudit capital au taux fixe de 1,29 % l'an.

La première échéance est fixée 30 jours après le déblocage des fonds.

Cet emprunt est assorti de frais de dossier d'un montant de 100 euros.

L'emprunteur s'engage à dégager les ressources nécessaires au paiement des échéances et autorise le comptable du trésor à régler, à bonne date sans mandatement préalable, le montant des échéances du prêt au profit du Crédit Agricole d'Aquitaine.

Madame Nathalie Aubin, Maire est autorisée à signer le contrat de prêt au nom de la commune et à procéder à tout acte de gestion le concernant.

Votants	8	7+1 pouvoir	Délibération 2018-11-48
Pour	6		
Contre	0		
Abstention	2	JL Pion, JP Landa n'étaient pas d'accord	

**- 2018-11-49 : RACHAT DU FORAGE REALISE PAR LE SMEGREG DANS LE CADRE DE LA RECHERCHE DE RESSOURCES EN EAU : VALIDATION DU CHOIX DE L'ORGANISME BANCAIRE POUR L'EMPRUNT DE 45 000€.**

Mme la maire présente les différentes propositions.

Jean-Luc pion demande si la commune est certaine d'avoir les autorisations pour la mise en distribution de l'eau du forage.

Nathalie Aubin rappelle que la commune a signé une convention avec le SMEGREG dans laquelle elle s'engageait à racheter le forage si la ressource en eau trouvée était bonne et suffisante pour être mélangée avec celle de l'ancien forage. Dès que le Cabinet Advice rendra le diagnostic sur le réseau AEP communal, le Cabinet Marsac et Bernède sera en mesure de faire l'étude de périmètre des forages et de solliciter les autorisations de l'ARS. C'est seulement à ce moment-là que nous pourrons exploiter cette nouvelle ressource.

**Délibération**

Madame La Maire rappelle les termes de la délibération 2018-10-46 l'autorisant à signer la convention avec le SMEGREG pour le rachat du forage exploratoire et solliciter les organismes bancaires pour un emprunt de 45 000€.

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal qu'elle a sollicité plusieurs organismes bancaires. Elle présente aux membres du conseil municipal les propositions des banques. L'offre de la CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOU CHARENTES sur 25 ans est la plus avantageuse et correspond au montage financier prévisionnel.



Après discussion et délibération, les membres du conseil municipal approuvent la réalisation d'un emprunt de 45 000 euros avec la CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOU CHARENTES.  
Cet emprunt aura une durée de 25 ans avec une date de versement au 14 décembre 2018.  
Ensuite, la Commune se libérera de la somme due à la CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOU CHARENTES par suite de cet emprunt, en 25 ans, au moyen d'annuités payables aux échéances qui seront indiquées dans le contrat de prêt et comprenant la somme nécessaire à l'amortissement progressif (avec échéances constantes) du capital et l'intérêt dudit capital au Taux Fixe de 1,91 % l'an

La première échéance est fixée au 14 JANVIER 2019.

Le taux recalculé suite à l'avancement de cette échéance est de 1,76 % l'an.

Cet emprunt est assorti d'une commission d'engagement d'un montant de 100 EUROS.

La Commune aura le droit de se libérer par anticipation de tout ou partie du montant du prêt.

En cas de remboursement par anticipation, la Commune paiera une indemnité dont les caractéristiques sont précisées au contrat de prêt.

La Commune s'engage à prendre à sa charge tous les impôts, droits et taxes présents ou futurs, grevant ou pouvant grever les produits de l'emprunt.

L'emprunteur s'engage à dégager les ressources nécessaires au paiement des échéances et autorise le Comptable du Trésor à régler, à bonne date sans mandatement préalable, le montant des échéances du prêt au profit de la CAISSE EPARGNE AQUITAINE POITOU CHARENTES

Madame Nathalie Aubin, Maire est autorisé à signer le contrat de prêt au nom de la commune et à procéder à tout acte de gestion le concernant.

Votants	8	7+1 pouvoir	Délibération 2018-11-49
Pour	8		
Contre	0		
Abstention	0		

#### **- 2018-11-50 : DEMANDE D'ADMISSION EN NON-VALEUR**

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal d'une demande d'admission en non-valeur du percepteur de la Trésorerie de Créon. Cette dette concerne une location de salle de 2016 pour un montant de 550€ dont le paiement par chèque a été rejeté.

Après discussion et délibération, les membres du conseil municipal votent contre cette admission en non-valeur

Votants	8	7+1 pouvoir	Délibération 2018-11-50
Pour	0		
Contre	8		
Abstention	0		

#### **- 2018-11-51 : DECISION MODIFICATIVE N° 2 M14**

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal d'une demande de la Trésorerie de Créon concernant l'amortissement d'une subvention de 4508,92€ perçue en 2015.

Elle propose aux membres du conseil la régularisation suivante :

Désignation	Diminution des crédits	Augmentation des crédits
R 777 -042 subventions transférées au résultat		4508.92€
D13936 – 040 : Participation voirie et réseaux		4508.92€
D 023 : Virement à la section d'investissement		4508.92€
R 021 : Virement de la section de fonctionnement		4508.92€



Après discussion et délibération, les membres du conseil municipal approuvent la décision modificative et valident les mouvements de crédits proposés

Votants	8	7+1 pouvoir	Délibération 2018-11-51
Pour	8		
Contre	0		
Abstention	0		

#### **- 2018-11- 02 : MOTION SOUTIEN AUX SALARIES DE FORD**

Suite à l'annonce de la direction de Ford Europe en février dernier de ne pas réinvestir sur le site de Ford Blanquefort, l'Etat, les collectivités et l'ensemble des élus du territoire se sont mobilisés en vue de garantir la pérennité du site industriel de Blanquefort et le maintien à long terme de l'emploi.

Des discussions ont été engagées en ce sens il y a plusieurs mois entre le ministère de l'Economie et des Finances et l'entreprise strasbourgeoise Punch, qui est apparue comme un repreneur solide pour l'usine, proposant une solution de reprise crédible.

Lors de sa venue en Gironde lundi 15 octobre, le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, a fait part de la réticence de la direction de Ford pour une négociation de reprise et de sa volonté de privilégier une fermeture définitive de l'usine en lieu et place d'une reprise par l'entreprise Punch, en « désaccord total » avec la solution poussée depuis des mois par l'Etat et les acteurs locaux. Une telle décision entraînerait la suppression de près de 900 emplois, sans parler de l'impact économique sur l'ensemble du territoire.

C'est pourquoi nous, membres du Conseil Municipal de Haux en appelons à la responsabilité sociale de Ford en tant qu'entreprise de dimension planétaire et demandons à ses représentants de reconsidérer en priorité la solution d'un repreneur. Nous tenons également à réaffirmer notre total soutien aux 900 salariés, à saluer leur attitude constructive et à les encourager à conserver le même esprit de responsabilité. Nous exprimons enfin notre détermination à soutenir toutes les solutions assurant la pérennité de l'emploi à Blanquefort.

Votants	8	7+1 pouvoir	Motion 2018-11-02
Pour	8		
Contre	0		
Abstention	0		

#### **- 2018-11- 03 : MOTION MANIFESTE DES TERRITOIRES**

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité la motion de défense des territoires suivante: « La confiance citoyenne s'érode. Elle laisse la place à un sentiment d'abandon par un pouvoir qui, depuis Paris, se coupe des réalités. Cet éloignement s'accroissant, la colère monte sur le terrain comme dans les urnes. Elle doit être entendue.

Pourtant, l'État reste sourd aux appels de la province.

Plus grave encore, il remet aujourd'hui en cause la décentralisation en portant atteinte à l'autonomie financière des collectivités, en opposant urbain et rural par la métropolisation et en programmant à terme la disparition des collectivités de proximité.

Cette prétendue simplification administrative est un piège. Derrière ce miroir aux alouettes, pointe le risque d'un éloignement démocratique et d'une recentralisation des services.

État civil, écoles, stades et bibliothèques, espaces publics et salles des fêtes : chaque jour, les Communes assurent leur part en matière de services et équipements publics, à la campagne comme en ville.

Collèges, routes, soutien aux personnes âgées et handicapées, insertion, très haut débit, protection de l'enfance : chaque jour, les Départements assurent leur part en matière de services et équipements publics, à la campagne comme en ville.

Trains, cars, lycées, formation, entreprises, biodiversité : chaque jour, les Régions assurent leur part en matière de services et équipements publics à la campagne comme en ville.



Ensemble, nos collectivités, rejointes plus récemment par les intercommunalités, interviennent sans relâche pour permettre par exemple l'accès au logement, à l'eau, à la culture, au sport tout en préservant le patrimoine et l'environnement.

La décentralisation a modernisé et amélioré tous ces services et à travers eux le quotidien des Françaises et des Français. Aujourd'hui, Communes, Intercommunalités, Départements et Régions sont des remparts contre le démantèlement du service public.

Les citoyens élus et non élus, sont attachés à la notion de proximité !

Cela suppose des services d'équipements publics dont la qualité et la proximité sont maintenues et consolidées, pour que chaque citoyen, où qu'il habite, puisse en bénéficier.

Cela suppose aussi, à la ville comme à la campagne, pour les citoyens engagés, bénévoles associatifs et anonymes, qu'ils restent en capacité de faire vivre le lien social avec l'appui financier des collectivités.

Cela suppose, à la ville comme à la campagne, une représentation démocratique incarnée, accessible, réactive et ancrée dans la réalité. C'est chaque jour l'engagement des maires, des élus municipaux, intercommunaux, des conseillers départementaux, régionaux, au service des habitants à tous les âges et à toutes les étapes de la vie.

Notre République s'est construite en rapprochant l'action publique des réalités quotidiennes. Les valeurs d'égalité, de fraternité et de liberté sont les piliers et le ciment de notre société. Une société qui rassemble plutôt qu'elle ne divise et qui promeut la solidarité plutôt que le chacun pour soi.

Les citoyens, élus et non élus, ne sont pas des adversaires de l'État. Ils se mobilisent aujourd'hui pour défendre une République de proximité qui garantisse l'intérêt général tout en s'adaptant aux besoins particuliers de la population. »

Volants	8	7+1 pouvoir	Motion 2018-11-03
Pour	8		
Contre	0		
Abstention	0		

## **- PLAN DE MOBILITE – TRANSPORT PUBLIC : ECHANGES SUR LES PROPOSITIONS DU SYSDAU 2018**

Nathalie Aubin rappelle que la loi Notre a eu (entre autres) pour conséquence le transfert de la compétence « Transports » du département vers la région.

Les nouveaux enjeux en matière de mobilité de quotidien ont conduit la Région Nouvelle-Aquitaine à structurer la gouvernance de l'intermodalité dont elle assure désormais le rôle de chef de file.

Les réflexions et travaux partenariaux menés durant l'année 2017 ont permis de définir les contours, les compétences, la gouvernance ainsi que le financement du Syndicat Mixte Intermodal de Nouvelle-Aquitaine, qui doit contribuer à améliorer la mobilité sur l'ensemble du territoire régional.

Élaboré en concertation par les 22 collectivités autorités organisatrices de la mobilité [1] de Nouvelle-Aquitaine, et acté en Séance Plénière du Conseil régional le 26 mars 2018, ce syndicat mixte, assurera les trois compétences suivantes définies par la loi :

- coordonner les services de transport de ses membres ;
- mettre en place un système d'information à l'intention des usagers ;
- déployer une tarification coordonnée entre les réseaux permettant la délivrance de titres de transport uniques ou unifiés.

[1] Bordeaux Métropole, la Communauté urbaine de Poitiers, les Communautés d'agglomération d'Angoulême, Bergerac, Bressuire, Brive, Cognac, Dax, Guéret, La Rochelle, Libourne, Limoges, Marmande, Mont-de-Marsan, Niort, Périgueux, Rochefort, Royan, Saintes et Tulle et la Communauté de communes Marenne Côte-Sud. »  
SOURCE CRNA

La création de ce syndicat a suscité chez les élu.e.s de l'aire métropolitaine bordelaise, des interrogations et des inquiétudes légitimes et fondées.



Un travail s'est engagé au sein du SYSDAU afin d'être force de proposition. Un document présentant les réflexions en cours et les propositions émises par les membres du SYSDAU est présenté au Conseil Municipal pour être commenté, amendé etc.

#### Remarques et propositions à partir du document de travail du SYSDAU :

Le conseil municipal préoccupé par son territoire non desservi en transport en commun, a longuement débattu sur les solutions de « rabattement » vers Créon ou Le Tourne afin de faciliter les usagers qui utilisent déjà les lignes existantes.

La solution d'un axe Libourne-Portets ou Beautiran passant par la RN 239 et desservant le centre du village est une solution permettant d'accéder aux lignes 501, 404 et 406, et aux gares SNCF. Les horaires et les fréquences en adéquation avec les autres parcours existants éviteraient l'utilisation obligatoire d'un véhicule individuel.

L'utilité des cars express est justifiée à la condition que tous les usagers puissent se rendre sur le trajet de ces lignes.

Le renforcement de l'offre actuelle (cadencement, horaires) est nécessaire.

Le conseil souhaite connaître le budget transféré du CD33 à la région, issu des impôts des habitants du Créonnais ainsi que le montant du VTA.

Il souhaite que le Plan mobilité soit un réel service public au service de tous les habitants et une solidarité entre les territoires très peuplés et les territoires ruraux.

Il propose la mise en place d'un billet unique pour tous les modes de transport.

#### **DIVERS**

Mr Landa a demandé un droit de réponse suite au Compte-rendu du dernier conseil municipal. Il avait en effet demandé que soit abordé la question du règlement du cimetière et s'interrogeait sur le respect des règles de plantation d'arbres notamment au croisement de la RD239 et de la route de Sacquey.

La maire explique qu'elle a, à sa demande express, abordé ces questions lors du dernier conseil municipal, malheureusement Mr Landa était absent ce jour-là. En ce qui concerne l'arbre gênant, il était nécessaire d'attendre le mois de novembre pour le déplacer, c'est fait.

A propos du règlement du cimetière, elle propose à Mr Landa d'être « constructif » et de lui faire des propositions de mise à jour.

Mr Landa rappelle également que la commune a délibéré en faveur de la rédaction d'un PCS (Plan Communal de Sauvegarde) et que celui-ci n'est toujours pas formalisé.

N. Aubin, précise que la délibération date de 2009 et disait que le PCS devait être rédigé avant septembre 2009... Consciente de l'importance de ce document, elle réitère sa demande à Mr Landa de bien vouloir s'en occuper en mettant à jour le travail commençant à cette date et repris en 2014.

Jean Paul Landa répond que ce n'est pas à lui d'écrire les règlements.

Nathalie Aubin ajoute que le rôle des conseillers municipaux n'est pas uniquement de contrôler le travail des collègues mais aussi de faire des propositions. Elle rappelle, pour exemple, que lorsqu'elle était conseillère municipale sous l'ancien mandat, elle a proposé et rédigé des règlements notamment concernant la Bibliomédia et le réseau des bibliothèques.

Huguette Fossat trouve que depuis le temps, si des propositions avaient été soumises, les choses auraient pu être faites.

Romain Billot trouve dommage que l'on se fixe uniquement sur ce qui n'a pas encore été fait, il serait bien de faire le point sur ce qui a été fait.

**Commission Electorale :** Nathalie Aubin demande aux conseillers municipaux de se porter volontaires pour faire partie de la commission de contrôle de la liste électorale dans le cadre de la mise en place du répertoire électoral unique. Seul Jean Luc Pion se porte candidat. Nathalie Aubin le remercie et indique qu'elle transmettra sa candidature à la Préfecture.

**Travaux église :** nous venons (enfin) de recevoir l'autorisation de travaux par la DRAC, nous avons relancé la demande de subvention qui devrait être examinée début 2019.

**Aménagement au Grand Chemin :** planning des réunions publiques (18h30 à la salle communale)

Lundi 3/12

Mardi 18/12

Pré-programmées en 2019 (susceptibles d'être modifiées)

Jeudi 10 janvier 2019 Mercredi 23/01

Mardi 5/02

Jeudi 14/02

Lundi 4/03 Mercredi 20/03 Mardi 2/04 Vendredi 19/04

#### Divers

Lundi 24 déc. : livraison des nouveaux bureaux scolaires

Lundi 3 décembre : début des travaux sur les logements communaux

4 et 7 décembre : entretiens professionnels annuels

#### Dates :

- Dim. 9/12 : Noël communal – spectacle et gouter
- Jeudi 13 déc. 20h30 : Conseil municipal - intervention de l'Établissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine (EPFNA), vote des tarifs, signature de la convention avec l'EPFNA, anticipation des dépenses ...
- Sam 12 janvier à 11h : vœux 2019 + 10 ans de la Bibliomédia
- Jeu 30 janvier : Conseil municipal : présentation du diagnostic AEP

L'ordre du jour étant épuisé, Mme La Maire déclare la séance close à 22 heures 10.

AUBIN Nathalie 	LANDA Jean-Paul	GODFROY Roger 	DULEAU Jean-Michel 	PETIT Isabelle Absente excusée
BILLOT Romain 	BOUYOU Laure Absente	BOUYSSOU Francis Absent	PETIT Patrick Absent excusé	
PION Jean-Luc 	VIGNAUD Camille Absente	ZEKRYTY Nadia Absente pouvoir R Billot	FOSSAT Huguette 	

